

L'actualité politique...

EN BREF

Pas honte

Dominique PAILLE député UMP proche de SARKOZY se réjouit «qu'au bout du compte les propositions de son parti, aient été retenues». Le retrait du CPE selon lui «est une mesure claire qui permet la cohésion sociale». Cela était bien entendu après l'annonce du premier ministre car ce cher député quelques semaines avant déclarait bruyamment son adhésion au projet de CPE.

Vieux renard

Giscard D'Estaing a mis un certain temps avant de s'exprimer sur le mouvement du CPE mais, à quelques jours de son retrait il déclarait «La seule solution alternative au retrait du CPE consiste à attendre le pourrissement de la crise (...) elle expose à la discussion le contrat nouvelle embauche qui est une pièce essentielle de la réussite de la politique de lutte contre le chômage». Cela a au moins le mérite d'être clair.

Paroles de vicomte

Pour Philippe De Villiers, la patrie est en danger. «A partir d'aujourd'hui, a-t-il déclaré, le Mouvement pour la France souhaite la bienvenue à tous les Français qui se sentent trompés, qui ne veulent plus que le gouvernement recule devant la rue, les syndicats et les casseurs». Une belle leçon de démocratie, ne croyez vous pas ?

Européen humilié

Ernest-Antoine Seillière n'en revient pas quant à lui après le NON à l'Europe libérale des Français, c'est aujourd'hui le non au CPE.



Pour l'ex patron, des patrons français maintenant reclassés au même poste européen «Les signes qui viennent de France aujourd'hui pour un Français sont presque humiliants». N'est ce pas plutôt subir la précarité qui est humiliant Monsieur Seillière ?

Couper tout

Laurence Parisot pour qui la précarité et la flexibilité sont parmi les règles d'or de l'entreprise, s'interroge sur la méthode peu efficace du gouvernement pour faire passer le CPE en rappelant «qu'elle a insisté sur le danger pour le pays de se couper de sa jeunesse, tout en insistant lourdement sur le danger de se couper des entreprises et de ses chefs d'entreprise». L'important c'est que les Français ont réussi à couper le cordon du CPE.

Point de vue

Par Yannick Chéneau



Après des semaines d'entêtement, DE VILLEPIN, CHIRAC, SARKOZY et consorts ont bien été obligés de céder face à l'exigence populaire, de la jeunesse, des salariés. C'est une victoire incontournable qui, après celle du 29 mai, montre qu'il est possible de remporter d'authentiques

«Ce qui reste à gagner ne peut dévaluer le succès que nous avons remporté»

succès sur une droite qui multiplie ses mauvais coups, qui déstructure notre société et brade nos acquis. Face à l'acharnement dont a fait preuve la droite pour passer en force le CPE, c'est l'unité syndicale sans faille, le rassemblement dans l'action des jeunes et des salariés, la riposte de toute la gauche qui a permis ce succès. Bien entendu la précarité n'est pas morte, le reste de la loi sur "l'égalité des chances" demeure avec le CNE, l'apprentissage dès 14 ans, la possibilité du travail de nuit pour les jeunes de 15 ans. Il faut donc maintenir la pression pour

abroger ce texte et permettre l'ouverture de négociations pour une loi qui prenne en compte le salarié dans l'ensemble de sa vie professionnelle.

Mais ce qui reste à gagner ne peut estomper le recul que nous avons fait faire au trio SARKOZY, CHIRAC, DE VILLEPIN. En effet, n'oublions pas qu'après le CNE, le CPE, la droite et le MEDEF avaient dans leur carton un contrat unique qui devait étendre à tous les salariés la période d'essai de deux ans et la suppression de toute motivation de licenciement durant cette période. Après le retrait du CPE, il leur faudra se lever tôt pour revenir à la charge au même titre que ceux qui pouvaient penser que la flexibilité était une règle moderne de société à laquelle il n'était pas possible de déroger.

Personne, aujourd'hui, après ce formidable mouvement ne peut en effet s'inspirer sans risque de modèles anglosaxon, danois ou autres, pour construire une politique nouvelle de l'emploi dans notre pays. Il s'agit là d'un enseignement important, après la mobilisation exemplaire que nous avons vécue, dont personne ne pourra faire l'économie dans la perspective d'une alternative politique à gauche.

Et après le CPE ?

Enterré difficilement mais enterré tout de même, le CPE doit faire place à de nouveaux dispositifs pour lesquels le gouvernement tient à garder sa ligne, celle de la flexibilité et de la précarité. C'est ainsi que Laurence Parisot monte immédiatement au créneau, donnant le ton de ce que doit être l'après CPE pour le patronat : «Je renouvelle ma proposition de discuter de toutes les flexibilités et toutes les précarités» s'est elle empressée de déclarer considérant «qu'il y a de bonnes et de mauvaises précarités»...

Quant à Nicolas Sarkozy qui se serait bien passé, à 13 mois de l'élection présidentielle, de cet épisode revendicatif hors du com-



mun qui éclabousse l'ensemble de la droite et le gouvernement. Il essaie de se défausser de sa participation dans l'élaboration du CPE. Difficile tout de même d'oublier qu'en début d'année, il affirmait que ces dispositions avaient été élaborées de concert et avec son accord avec Dominique De Villepin. Pour tenter de

se défaire de la casserole que représente ce loupé gouvernemental Nicolas Sarkozy parle de donner plus de flexibilité aux entreprises, arguant que les chefs d'entreprise ont besoin d'adapter leurs effectifs aux carnets de commandes ? Il parle ainsi de «sécurité sociale professionnelle» qu'il met

immédiatement en contrepartie avec la flexibilité qui accompagnerait cette mesure. Nous sommes loin pour le patron de l'UMP de l'abandon de la précarité, au contraire, il prépare pour les semaines et les mois à venir de nouveaux coups durs pour les jeunes et les salariés et accorde au patronat de nouveaux avantages à l'exemple des 300 millions d'euros par année pleine que représentent les nouvelles mesures qui remplacent le CPE.

Dans le même temps, le PCF et ses députés demandent l'abrogation de toute la loi sur l'égalité des chances et proposent des dispositifs alternatifs s'inscrivant dans le sens d'une réelle sécurisation de l'emploi et de la formation. Un dossier ouvert sur lequel il est évident nous reviendrons dans nos prochaines éditions.

De vous à moi...

Jamais dans l'histoire de notre pays, notre constitution n'aura été autant bafouée et révélée avec autant de forces, ses limites. Rendez-vous compte, un Président de la République en bout de course annonce en pleine crise du CPE, alors que pour la deuxième fois consécutive 3 millions de personnes défilent dans les rues, qu'il s'en remet au responsable du parti politique majoritaire, l'UMP. En un mot, ce n'est plus de la responsabilité du gouvernement et de la Présidence de la République

Nicolas SARKOZY chef du Parti du président se retrouve avec le bébé qu'il refile immédiatement, lors d'une conférence de presse, aux responsables des groupes UMP au Parlement.

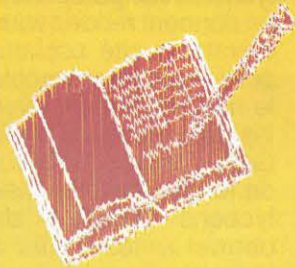
Le Président de la République n'est plus dans le coup. Le premier ministre est hors jeu. Le ministre de la solidarité Jean Louis BORLOO, auteur de la loi sur «l'égalité des chances» absent. Le ministre du travail, dont je ne souviens plus du nom comme vous je crois, est lui totalement inexistant... à un tel point que, jamais lors de la crise, personne ne l'a entendu, ni même vu...

C'est la «chienlit» aurait dit en son temps qui l'on sait. Mais ce qui est certain c'est que la crise du CPE révèle plus que la seule nature ultra libérale du pouvoir, elle montre les limites de la droite et le besoin d'une autre République. La cinquième a fait son temps et n'a que trop duré.

Y.C.

VITE LU
VITE DIT

AUJOURD'HUI
ET DEMAIN



Mercredi 19 avril :
Assemblée générale de section à 18h30, salle Jean Jaurès (RDC) à REZE

Jeudi 20 avril : Comité local de la section Basse Loire

Jeudi 20 avril : Réunion «collectif Fête des Nouvelles» à 18h, 18 rue des Halles à la section de Saint-Nazaire.

Vendredi 28 avril :
Conférence de presse des élus communistes du département.

Jeudi 11 mai : Comité local de la section Loire et Sèvre.

FORUMS EMPLOI

Le mouvement social contre le CPE interpelle les forces politiques sur l'emploi. Différentes sections du PCF s'engagent dans l'organisation de forums sur l'emploi en s'adressant à toutes les forces politiques de gauche et aux organisations syndicales de salariés et d'étudiants afin de confronter les propositions de chacune avec les citoyens et d'élaborer des réponses alternatives pour sortir de la précarité.

Mardi 9 mai : Forum emploi, salle de la Convention à Nantes.

Mardi 9 mai : Forum emploi, à 20h30 salon République au Paquebot à Saint-Nazaire.

Jeudi 11 mai : Forum emploi, à 20h30 salle du Seil, allée de Provence à Rezé.

Serge POIGNANT : plaidoyer pour la précarité

Les communistes du vignoble sont allés interpeller le député UMP de la 10^e circonscription, Serge POIGNANT



La délégation a interrogé son député sur la position qu'il tenait vis-à-vis de la situation de crise dans laquelle se trouve le pays. Allait-il demander le retrait du CPE passé en force avec l'utilisation du 49-3, sans consultation des partenaires sociaux ? Allait-il respecter l'opinion des citoyens de sa circonscription ? Et bien

la réponse est non ! Notre député s'en remet à la décision de son parti, il confie à l'UMP le soin de représenter sa circonscription. Le fauteuil du vignoble nantais à l'Assemblée est vide ou plutôt occupé par Nicolas SARKOZY qui n'en finit plus de cumuler un énième mandat. Dans tous les cas,

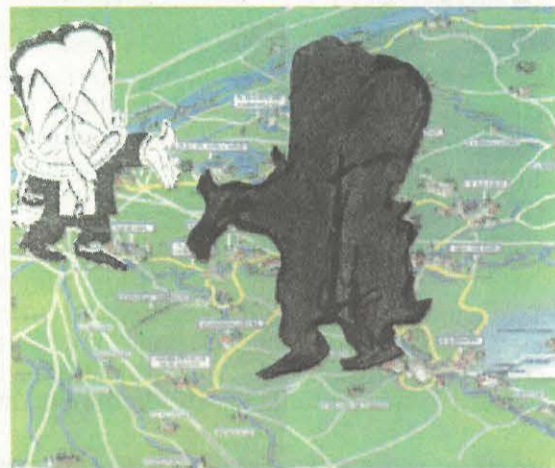
notons que Serge POIGNANT a voté la loi de précarisation du monde du travail et qu'il a appuyé l'utilisation du 49-3. Il participe à la destruction du code du travail, à la construction d'une société sans avenir

pour sa jeunesse, mais dès qu'il s'agit de rendre des comptes il court se réfugier derrière les ténors de l'UMP. En démocratie, les citoyens s'attendent à d'autres attitudes, ils veulent que leurs représentants expriment leur volonté. Serge POIGNANT a refusé de se prononcer sur l'abrogation du CPE, il a réaf-

firmé que le monde du travail avait besoin de plus de flexibilité, que l'enseignement n'était pas adapté à la vie professionnelle et que les politiques menées étaient les bonnes. Après tant d'années de précarisations, de flexibilisation, de déréglementations et de limitations des moyens de l'Education nationale, des réponses comme celles-là méritent la note minimum. Le ras le bol du projet de société que veut imposer la droite, exprimé par les mobilisations ne semble pas être entendu. Les députés UMP n'entendent désormais que les bruits de

couloir, ceux qui préparent les prochaines échéances électorales. C'est à se demander qui représente qui et pourquoi ! Bien évidemment monsieur le député n'a pas insisté sur ce qui se passait dans les hautes sphères de

l'UMP et nous a reporté à la décision qui sera annoncée deux jours après. Pour insister, la section lui a remis une lettre ouverte diffusée le même week-end à 5 000 exemplaires dans la circonscription, elle lui demande qu'en tant que représentant local à l'Assemblée nationale, il transmette à son groupe les inquiétudes et les propositions alternatives du Parti communiste : l'abrogation du CPE et de la loi "égalité des chances, un CDI pour tous, des prélèvements sur les profits financiers, la pénalisation des entreprises recourant aux contrats précaires.



Souscription aux «Nouvelles»

Nul n'est besoin de rappeler l'importance pour notre journal, d'obtenir l'aide financière de ses lecteurs pour assurer dans les conditions actuelles sa parution et la pérennisation de sa sortie. Les efforts de rédaction pour être au plus près de l'actualité dans des moments forts comme ceux que nous venons de vivre avec la mobilisation contre le CPE, le dossier sur les Chantiers de l'Atlantique, contenu dans le dernier numéro qui a connu un réel attrait pour les lecteurs, montrent l'importance de notre journal pour obtenir une autre information, un autre angle de l'actualité.

Notre journal ne peut se comparer aux autres parutions. C'est un journal militant, le seul journal émanant d'un parti politique sur notre département. C'est votre journal, il vit pour vous, il vit grâce à vous.

Participer à son financement, aider autour de soi à ce financement, c'est se garantir de recevoir chaque quinzaine les «Nouvelles» à son domicile.

5^e liste de souscripteur :

Ausesky Fabienne, Nantes, 20 € ; Baudriller Jacques, Nantes, 25 € ; Bonnet Christian, Nantes, 20 € ; Fortin Henri, Trignac, 30 € ; Gautier Francis, Rezé, 20 € ; Mestric Jean, Montoir de Bretagne, 80 € ; Sureau Albert, Nantes, 50 € ; Teillant Annick, Trignac, 50 € ; Thome Jacques, Avrillé, 50 € ; Terrien Alphonse, Drain, 30 € ; Baraud Gilles, Rezé, 30 € ; Chéneau Caudal, Savenay, 45 € ; Leo Joël, Oudon, 30 € ; Marchand Mahé, Trignac, 300 €.

Les chèques de souscription sont à adressés à «ADF PCF 44» 41 rue des Olivettes 44 000 Nantes. Votre don vous donnera droit à une réduction de vos impôts sur le revenu de 60 % de la somme versée dans le cadre de la loi.

Indre votera

Après beaucoup d'annonces et de démentis, les Indrais iront bien aux urnes pour renouveler l'ensemble de leur Conseil municipal. Ces élections dont la date n'est pas encore fixée par le Préfet, pourraient se dérouler dans le courant du mois de juin. Rappelons que ces élections font suite à la démission calculée et politicienne de plusieurs conseillers de l'opposition (se réclamant divers gauche) qui a pour conséquence de ne plus permettre le quorum lors des réunions du Conseil municipal.

L'actuel Conseil municipal conduit par le socialiste Alcide MAICAIRE composé de socialistes, communistes, UDB et société civile a décidé de se représenter devant les électeurs fort de sa gestion municipale et du respect des engagements pris lors des élections de 2001.

3 et 4 juin, Fête des Nouvelles

La Fête de notre journal qui se déroulera cette année encore, lors du week-end de la Pentecôte au Parc paysager de Saint-Nazaire, se prépare activement.

En avant goût du programme qui sera dans les semaines qui viennent à votre disposition, quelques indiscretions sur le contenu de ces deux jours de politique et de festivités.

Au programme spectacle Pier-poljak se produira sur la grande scène le dimanche après midi, pour la partie politique, Patrick Le Hyaric, directeur du journal l'Humanité animera un débat sur la presse avec les représentants d'autres journaux, samedi, et Dominique Grador responsable nationale du Parti Communiste Français sera présente le dimanche et participera à plusieurs initiatives.

Parc Paysager de Saint-Nazaire

Samedi 3 juin
et dimanche 4 2006



Fête de « Nouvelles de Loire-Atlantique »
Journal de la Fédération départementale du
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

« Nouvelles de Loire Atlantique »
Directeur de la Publication: Yannick CHENEAU
Commission paritaire: N° 0310 I 86504
Imprimerie: IMPRAM Lannion
Composition: SEM Locminé
Responsable de la rédaction:
Yannick Chéneau
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 35 40 55
e-mail: nouvelles.loire-atlantique@laposte.net
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la
collaboration de: Marie-Annick BENÂTRE ;
Michel DEJEU ; Michel LUCAS ;
Jean-Paul MARTEL ;
Jean-Yves MARTIN ; Aymeric
SEASSAU ; Yann VINCE



Le dossier.

Saint-Nazaire

Lycée Aristide Briand, 2 200 élèves : un cri contre la précarité



Blocus du Lycée A. Briand à Saint-Nazaire : une lutte exemplaire des lycéens, porteuse d'avenir !

Tout commence fin janvier. Des lycéens en classe de Terminale qui avaient participé à la

mobilisation l'année dernière contre la loi Fillon sur l'école, passent dans les classes pour informer du contenu du projet du Contrat Première Embauche. Les discussions dans les classes s'engagent : un avenir de précarité généralisée inacceptable pour la jeunesse pour les uns ; la

organisations syndicales et le 7 mars marque une première démonstration du «tous ensemble» : lycéens, étudiants, salariés. Le mardi 21 mars, les lycéens se réunissent en plein air pour une nouvelle AG où est mise en débat la question du blocus à l'image de ce qui

se décide dans les universités, lycées en Loire-Atlantique et partout en France. Blocus pour être visible, pour permettre à tous ceux qui veulent contribuer à faire grandir la mobilisation de s'y consacrer pleinement, pour avoir le temps de débattre, de décider ensemble. L'objectif est aussi de bloquer pour éviter des éventuelles fermetures de l'établissement privant lycéens et personnels des contacts indispensables pour faire grandir la mobilisation. Les lycéens passent au vote. Le blocus est décidé. Le mercredi 22 mars dès 7h sous la pluie, chaînes, cadenas, cordes, palettes, poubelles vont venir à bout des 17 entrées du lycée !

Les lycéens décideront de permettre le déroulement des épreuves d'évaluations pour rendre la mobilisation populaire.

A partir de ce moment, les consultations pour décider ou non de la poursuite du blocus

«L'organisation du blocus et des votes est une leçon de maturité»

seront votées à bulletin secret. L'organisation des lycéens pour assurer le bon déroulement du blocus, les opérations de votes, est une leçon de maturité, d'exemplarité envoyée à tout ceux qui ne veulent écouter ni la rue, ni le Parlement, ni les urnes et qui imaginent casser tout espoir pour les jeunes.

Le 29 mars avec 76% de participation au vote, les lycéens décident à

80% la poursuite du blocus.

Le 4 avril, comme ils en ont pris l'habitude, les lycéens, les personnels se donnent rendez-vous devant la cité scolaire pour rejoindre ensemble le rassemblement avec les salariés place de la Gare. Devant l'ampleur de la manifestation, les lycéens décident de donner rendez-vous à tous l'après-midi pour bloquer l'échangeur de Trignac.

Le vendredi 7 avril, les lycéens décident une levée du blocus comme il l'avait commencé : par un vote !

Quelques instants après que le vote donne une majorité pour la levée du blocus, les lycéens partent bloquer le rond-point d'Océanis, preuve que la mobilisation continue... Sous d'autres formes.

Lundi 10 avril, le CPE est abandonné, une victoire qui en appelle d'autres.

Michelle Maillard
Professeur

«Relever le défi de la solidarité face à la précarité»

Après avoir vécu leur sens de la démocratie, du respect des autres, les avoir entendus discuter, les avoir vus travailler pendant qu'ils bloquaient les portes du lycée, on ne peut qu'être admiratif devant ces jeunes qui ont pris leurs responsabilités à bras le corps.

Après tout ce qu'on avait essayé pour nous faire entendre, à l'automne dernier, sur la jeunesse, cela a fait du bien de voir nos lycéens reprendre un combat, juste clairvoyant, responsable, et relever le défi de la solidarité face à la précarité et à une paupérisation galopante d'une grande partie de la population.

Après tout ce qu'on avait essayé pour nous faire entendre, à l'automne dernier, sur la jeunesse, cela a fait du bien de voir nos lycéens reprendre un combat, juste clairvoyant, responsable, et relever le défi de la solidarité face à la précarité et à une paupérisation galopante d'une grande partie de la population.

Leur calme ne masque aucune défaillance : leur détermination est puissante et est alimentée par une prise de conscience et une réflexion qui m'ont étonnée chez de si jeunes gens.

Je crois que c'est une génération de grande envergure, en qui nous pouvons placer tous nos espoirs.

A Aristide Briand, comme ailleurs, bien que la lutte ne soit pas terminée, je suis sûre que les lycéens ont forcé l'admiration de beaucoup d'entre nous.



Michelle Maillard
Professeure au lycée A. Briand

Ils ont dit :



Nous souhaitons vous exposer la situation du Lycée Aristide Briand pendant la période du 22 mars au 07 Avril. Cette opération a été une réussite majeure, du point de vue démocratique mais aussi du point de vue symbolique, étant donné que c'est la première fois que la troisième cité scolaire de France, a été bloquée. Nous pouvons également parler d'une grande expérience humaine pour chacun, nous avons appris à vivre en communauté, et à nous organiser ensemble. Nous avons gagné le soutien, de par notre organisation, des parents d'élèves et du personnel dans le lycée. Nous remercions le journal des «Nouvelles de Loire Atlantique» de faire entendre notre voix ce qui n'est pas le cas du gouvernement qui n'a pas branché son sonotone. Merci encore de nous avoir lu.

Clément, Léo, Valentin, Julie

CONVERSATIONS - PARENTS - ELEVES :

Pendant ces quinze jours passés aux côtés des lycéens nazairiens, mon humeur changeait tous les jours, au gré des gesticulations pitoyables de nos gouvernants. A certains moments, j'ai douté, et à d'autres, l'enthousiasme était au rendez-vous. Les jeunes, eux, avaient toujours cette conviction : la société que leurs parents leur lèguent doit être plus humaine. Ils ne cherchaient pas à la changer, comme ceux de 68, mais demandaient seulement à y trouver une place digne pour chacun. On a entendu, dans certaines assemblées générales : demain sera moins bien qu'hier. En ce qui me concerne, j'ai envie de leur dire qu'aujourd'hui doit être moins bien que demain. Ils ont œuvré dans ce sens, on n'a pas le droit, nous, adultes, de les tromper ou de les décevoir.

Marie Luce Leroy
Parent d'élève au lycée A. Briand

Jeunes et CPE :

Quel espace entre la révolte et l'engagement politique...

Après de longues semaines de forte mobilisation de la jeunesse lycéenne et étudiante, aux côtés des salariés, le gouvernement a retiré son projet sur le CPE. Nous avons recueilli différentes analyses à chaud sur cette mobilisation.

Doit-on lui faire dire autre chose que ce qu'elle a exprimé ? Assistons nous à un rapprochement de la jeunesse envers la politique ? Autant de questions pour lesquelles nous n'avons pas la prétention d'avoir les justes et entières réponses mais pour lesquelles nous décidons d'ouvrir le débat.

Contre le CPE, les lycéens renouent-ils avec la politique ?

Tout le monde a été évidemment frappé de la place, obstinée et festive, des lycéens dans le mouvement anti-CPE. Ils ont donné un sérieux coup de jeune, aux grandes manifestations intergénérationnelles. Mais dans quelle mesure faut-il y voir un signe de rapprochement avec l'intérêt et l'engagement politiques ? Sursaut salvateur, ou poussée de fièvre sans lendemain ? Quelques réflexions à chaud, à partir d'un vécu au quotidien.

Certes, la question était, elle, névralgique. Après des décennies de mesures précarisantes, le CPE est bien la goutte d'eau qui a fait déborder le ras-le-bol de l'ultralibéralisme forcené de ceux qui nous gouvernent.

Dans l'habituelle focalisation des médias, ou dans les conversations entre proches, familles et collègues, le CPE a ainsi pris la suite de la grippe aviaire, ou du chikungunya. Sous la forme d'une retenue peu habituelle à l'égard des mouvements sociaux, malgré l'insistance pesante sur les casseurs des fins de manifs. Pour ce mouvement en partie « par procuration » donnée aux jeunes, des références récurrentes étaient invoquées : 1968,

1986, 1995, 2002... Même si on admettait la crise sociale, l'impasse politique et l'imbricatio institutionnel, c'était rarement en approfondissant les tenants et aboutissants. Et en privilégiant toujours les mêmes intervenants : la CFDT, l'UNEF et la FIDL au plan syndical, ou le couple Ségolène Royal et François Hollande au plan politique. Discours minimaliste donc, avec une polarisation quasi exclusive sur le seul CPE et son abrogation qui n'osait pas même dire son nom, laissant dans l'ombre son grand frère le CNE, tout comme la loi dite, par antiphrase, « d'égalité de chances ».

Aussi, n'est-il pas vraiment assuré que la tendance profonde au rejet de la politique, se soit effacée par miracle dans cette « divine surprise » du mouvement « anti-CPE ». Comme on pouvait l'entendre dans l'affirmation répétée des jeunes manifestants de leur « neutralité » syndicale, pour ne rien dire d'un refus massif de toute « récupération » politique, avec ces affiches et autocollants dont ils déchiraient volontiers la mention d'origine.

Certes le mouvement aura-t-il fortement contribué à une expérience et une formation citoyennes accélérées, dans un sens, la plupart du temps, très



mature et responsable.

A l'évidence, nous n'en sommes donc plus aujourd'hui ni à la « génération Mitterrand », ni à la « bof-génération ». Ni sans aucun doute à la « génération éthique » de 2002, qui s'était fortement mobilisée contre Le Pen après le 1^{er} tour du 21 avril. Mais qui n'avait pourtant pas toujours voté au second, faute d'être inscrite sur les listes électorales. Réjouissons-nous donc, bien sûr, du beau succès ainsi obtenu. Mais convenons aussi qu'il nous reste encore pas mal de travail à fournir sur le chemin de la remobilisation politique des jeunes.

Jean-Yves MARTIN,
professeur au lycée Prévert de Savenay.

A nous de changer la donne

Les 3 derniers mois ont vu la victoire massive d'un mouvement populaire inégalé depuis des décennies. Le CPE retiré, restent les interrogations sur les perspectives politiques et les formes nouvelles de mobilisation et de construction populaire. Incontestablement, ce sont les jeunes qui ont donné le ton de la lutte victorieuse



contre le CPE. Pour autant, contrairement à ce qui est véhiculé dans les médias, ce n'est pas l'exclusive mobilisation étudiante qui a été décisive mais bien l'ampleur de l'unité Lycéens/Étudiants/Salariés, à laquelle il faut ajouter l'unité syndicale et le soutien des forces de gauche. Il faut remonter loin, très loin, pour retrouver la jeunesse et les organisations syndicales et politiques dans un mouvement d'une

telle ampleur. Est ce à dire que le rapport des

jeunes aux organisations, a changé ? Pas tout à fait. Depuis 2002, les mobilisations de la jeunesse ont été exemplaires et parfois plus massives que dans des périodes où les jeunes étaient, paraît-il, " plus politisés " et " mieux organisés ". Ces luttes battent en brèche l'image d'Épinal qui présente une dépolitisation progressive de

la jeunesse. Le problème réside dans les perspectives de changement, et dans la confiance dans la capacité d'un peuple à changer d'avenir. Dans le mouvement anti-CPE, l'espoir était dans le camp de la jeunesse. La mobilisation massive des salariés a bien entendu, été plus que déterminante, mais elle a été permise par le volontarisme de certaines organisations syndicales (notamment la CGT) à aller jusqu'au

bout. Dans les entreprises, il a été difficile de convaincre et plus encore lorsque des grèves reconductibles, étaient proposées.

La question reste posée à la société entière : Peut-on changer la vie en France ? Comment dépasser une société libérale largement critiquée ? Les jeunes prennent ces questions de front. Ils expriment leur révolte et leur détermination à refuser de vivre moins bien que leurs parents tandis que les profits explosent. Est-ce à dire qu'ils vont rejoindre en masse les organisations politiques qui n'ont su pendant toutes ces années au mieux, qu'enrayer à la marge la progression constante de la précarité ? Bien entendu, non ! Ils attendent des réponses et veulent être acteurs de leur développement comme de leur mise en œuvre. Les jeunes ne désertent le terrain politique, au contraire, ils le réinvestissent. Ce sont les partis qui peinent à faire la preuve de leur efficacité et de leur volonté de transformer la société. C'est le défi que les communistes tentent de relever depuis toujours. L'expérience de reconstruction du Mouvement Jeunes Communistes dans le département avec une centaine de contacts en à peine plus d'un an, montre le potentiel de développement des organisations politiques. C'est rendu possible par une activité énergique au service des luttes de la jeunesse mais aussi par la mise en débat d'idées révolutionnaires. Les jeunes ne fuient pas la politique, ce sont les politiques mises en place qui tournent le dos à leurs révoltes et à leurs aspirations. A nous de changer la donne !

Aymeric SEASSAU, Responsable départemental du mouvement jeunes communistes

Les jeunes communistes sont dans le coup !

Quelle victoire ! Que c'est beau pour nous jeunes communistes de pouvoir savourer ces moments d'aboutissement d'une lutte aussi longue et intense. Restons modestes mais soyons fiers d'avoir joué un rôle

important dans le mouvement. Depuis près de 3 mois, notre activité, notre énergie, a été mise au service de la bataille contre ce CPE. Nous avons quotidiennement popularisé le mouvement, nous avons tous les jours été présents sur le terrain pour mobiliser le plus possible. Aujourd'hui félicitons-nous d'être

bel et bien reconnus comme une organisation utile aux batailles contre la droite. Ça fait du bien de voir régulièrement de nouveaux camarades vouloir travailler avec nous, à la transformation de la société. Lors de notre première réunion d'après retrait de ce contrat poubelle embauche, de nouveaux

adhérents sont venus nous dire combien ils avaient envie de participer aux débats, d'apporter leur pierre à l'édifice. C'est, pleins d'espoir que nous repartons à la conquête de nouvelles victoires, plus forts, plus nombreux et plus efficaces. L'avenir nous appartient, construisons-le !

Evènements, culture, idées.

Contre la guerre en Irak

Une conférence - débat à Saint-Nazaire

Invités à Saint-Nazaire par la coordination nazairienne contre la guerre en Irak pour participer à une conférence débat, Naba HAMID, professeure à l'université de Bagdad et Jimmy MASSEY ex sergent de l'armée des Etats-Unis, ont dénoncé sans fard de ce qu'ils ont appelé «l'enfer irakien».

«Beaucoup de gens parlent aujourd'hui pour les Irakiens, sans rien connaître de leur vie quotidienne» disent Naba et Jimmy qui expliquent ainsi l'importance d'un «tour de France en quinze étapes» qui leur permet de s'exprimer sans intermédiaires. «Depuis l'occupation en 2003, l'Irak c'est le chaos» affirme l'universitaire, «nos vivons sous les bombardements américains, les tirs de gangs, les attentats des kamikazes. Nous partons au travail le matin sans savoir si nous allons rentrer le soir. Nous nous sentons seuls, isolés, abandonnés». Elle parle de l'eau polluée, des égouts éventrés, des incessantes pénuries de gaz, d'électricité, de fioul dans un pays contraint aujourd'hui d'importer du pétrole de Turquie. Jimmy qui a donné sa démission après 12 ans passés dans l'armée et une participation active à la guerre du Golfe, parle de la guerre présentée comme «humanitaire» au Koweït, devenue «antiterroriste» en Irak. «Chaque Irakien était désigné comme un terroriste potentiel dont il fallait se débarrasser. On nous disait «tuez, tuez, tuez». Notre mission était de



Naba Hamid, son fils Mohamed et Jimmy Massey

tout détruire pour augmenter les coûts des futurs contrats de reconstruction des firmes américaines. J'ai vu à l'oeuvre le complexe militaro industriel de l'Oncle Sam !» De retour au pays après sa démission, Jimmy Massey traumatisé, poursuivi par le souvenir des crimes et des atrocités auxquels il a participé, fait une dépression nerveuse. A peine guéri, il décide de s'engager contre la guerre et d'écrire (en français) un livre qui raconte les crimes de guerre commis par l'armée américaine*. Contaminé par l'uranium appauvri, l'ancien militaire, reconnu «mentalement incapable à 100%» (manière de le discréditer complètement) touche une pension qu'il reverse en intégralité aux mouvements qui travaillent pour la paix. Malgré de nombreuses embûches et une

censure omni présente dans les médias, la vérité sur un conflit qui a déjà fait 30 000 victimes américaines fait, d'après lui «doucement son chemin» d'autant que les anciens combattants de la guerre du Golfe, ceux qui rentrent d'Irak aujourd'hui et les vétérans du Vietnam «se donnent la main pour que la vérité éclate au grand jour». Aux Etats-unis, où tout établissement d'enseignement qui reçoit des subventions d'Etat doit «ouvrir ses portes aux agents recruteurs» sous peine de se voir couper les vivres, personne n'acceptera de publier «Tuez, tuez, tuez». En revanche le livre paraît en France en octobre 2005 et en mai prochain en Espagne.

Michel DEJEU

J.Massey, «Kill, kill, kill», Ed. Panama, 2005, 389 p., 22 €.

Coup de cœur

Gert LEDIG (1921 - 1999)

Mobilisé à 18 ans, combattant en France puis en Russie Gert LEDIG est un auteur qui a connu un succès mondial avec son premier ouvrage «Les orgues de Staline» publié en 1955, dont il n'existe paradoxalement pas de traduction en français ! Porté aux nues, qualifié de meilleur roman sur la deuxième guerre mondiale, le livre est retombé dans l'oubli, y entraînant son auteur. Trop dur ? Trop lucide ? Les Editions Zulma viennent de (ré)éditer deux autres récits que Gert Ledig, blessé plusieurs fois lors de la terrible bataille de Stalingrad, a consacré à ses souvenirs de soldat de la Wehrmacht.



«Sous les bombes» (1956) dont le titre original en allemand est «Représailles» évoque dans une atmosphère absolue d'apocalypse quelques heures du bombardement d'une ville non nommée. Des recrues de dernière minute, gamins des Jeunesses Hitlériennes ou vétérans chevronnés, servants d'une batterie de défense aérienne, continuent le combat presque par automatisme, dans un spectacle de désolation où morts et vivants ne forment plus qu'un magma pitoyable, d'où émergent quand même de rares éclairs d'humanité.

«Après-guerre» (1957), - titre original «La loi du plus fort» -, évoque le Munich de 1946 et l'occupation par les troupes américaines. Survivre au milieu des ruines, pour cinq jeunes gens - trois garçons et deux filles - relève du miracle. Entre l'absence de nourriture et de médicaments, la tentation de l'argent du trafic avec les militaires venus d'outre-Atlantique, le terrorisme du désespoir, il n'est pas facile de se repérer, encore moins de distinguer les valeurs qu'il faudrait restaurer.

«Sous les bombes» 198 pages 9 € et «Après-guerre» 207 pages 16,50 € sont écrits dans une langue forte et au besoin crue, le style est vif, sans concession ni faux semblant. Le destin tragique de générations sacrifiées au nom du bric-à-brac national-socialiste y est retracé avec une vérité qui force l'admiration.

Jean-Pierre LANDAIS

Exposition...



Les belles Chaises... Le 13 mai à Nantes

Peinture, dessin, sculpture, modelage, broderie, tatouage, photographie, calligraphie, peinture sur soie... Tous les genres sont permis ! Les enfants et les jeunes talents sont particulièrement attendus pour participer à cette grande

fête des pratiques amateurs. Le principe est simple : il suffit de retirer une chaise sur place pour exposer. Chacun peut également apporter sa propre chaise et s'installer. Cette manifestation, organisée par l'école régionale des beaux-arts de Nantes et diverses associations, est gratuite pour les artistes et le public.

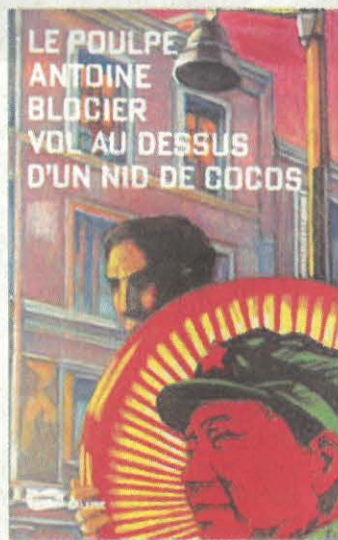
Samedi 13 mai de 15h à 19h - Cours des 50 Otages Otages - Nantes.

Lire

«Vol au dessus d'un nid de Cocos»

Depuis sa création par Jean Bernard POUY, Le Poulpe nous a entraîné dans des lieux insolites, décalés ou ordinaires. C'est un personnage libre, curieux, contemporain, c'est quelqu'un qui va fouiller à son compte dans les failles et les désordres apparents du quotidien. Alors quand Robert HUE le retrouve au restaurant Sainte-Scolasse, réputé pour ses pieds de porc, on se demande où cette enquête va nous mener. La proposition est simple, Robert HUE

demande au Poulpe de faire le ménage dans son propre camp, au sein d'une municipalité communiste où quelques élus sévissent en petits nobliaux, mesquins et profiteurs. Tout au long de son enquête, Le Poulpe traquera ceux qui utilisent les idéaux progressistes pour leur propre compte (y compris bancaire), qui ont oublié d'où ils viennent et pour qui ils ont été élus. Ce petit polar fera peut être grincer les dents de quelques uns,



mais il nous rappelle qu'il est facile de devenir un petit notable jouissant de ses avantages au lieu d'être un élu militant au service des idées pour lesquelles il a été élu. Cette phrase prêtée à Robert HUE pourrait résumer l'enquête du Poulpe «Et dans cette affaire de Champfleury, comment expli-

quer à nos militants de base qui sont, a priori, des gens foncièrement honnêtes,

solidaires et modestes, qu'il y a parmi eux des brebis galeuses ? Et comment leur dire que c'est le système qui génère lui-même ses brebis galeuses ?»

Chronique ordinaire de la vie politique municipale, parabole sur les idées et le pouvoir, caricature ; cette enquête du Poulpe au sein d'une municipalité communiste décoiffe. Son auteur, Antoine BLOCIER, n'a pas un regard innocent sur ce monde, il est lui-même adjoint à l'urbanisme dans sa commune.

Didier POTIRON

Antoine BLOCIER, «Vol au dessus d'un nid de cocos», Ed. Baleine, Coll. Le Poulpe, 5,65 €

près de vous

Rezé

Journée de solidarité

Lors du dernier Conseil municipal, les élus communistes ont voté contre la journée de solidarité RAFFARIN qui consistait pour la majorité à ôter une journée de congé mobile au personnel communal.

Pays de Retz

500 signatures contre la redevance

Les militants du Sud Loire ont engagé une campagne de pétition contre la redevance des ordures ménagères votée par la Communauté de communes Sud Estuaire. Selon Jean Joël MURATI, Conseiller



municipal à Saint Brévin «une personne seule paiera 139 euros en 2006 (inchangé comparé à 2005), une famille de 2 ou 3 personnes déboursa 158 euros au lieu de 139, un foyer de 4 personnes et plus 177 au lieu de 160». Michel BOUTET, responsable de communistes des Pays de Retz «exige, avec les administrés, une fiscalité plus juste qui prenne en compte la situation financière des familles et taxe les entreprises polluées». Marc BERNARDEAU, animateur de la campagne sur Saint-Brévin, constate que «des citoyens se sont emparés de la pétition et la font signer eux-mêmes». Il précise que plus de 500 signatures ont déjà été recueillies.

Sécurité

Le privé ne s'imposait pas

Le service départemental de téléalarme et de téléassistance des personnes âgées sera confié au privé. Jean-Louis LE CORRE le regrette et pense que la réorganisation aurait pu s'appuyer sur les services publics locaux qui avaient fait leur preuve

L'activité

Nantes Métropole

Le choix du service public

Au moment où, partout dans le pays, les assemblées élues votent leurs budgets d'eau et d'assainissement, Raymond LANNUZEL remarque «qu'un milliard d'êtres humains sont encore privés d'eau potable». Pour le vice président de Nantes Métropole en charge du dossier, ce bien «vital qui devrait être accessible à tous» est, à l'heure actuelle, très inégalement réparti : 59 m3 par an à Gaza 630 000 m3 pour un islandais. En moyenne un Américain consomme 600 litres par jour, un Africain 30... Dans notre pays où la loi du 3 janvier 1992 précise que l'eau est un «patrimoine de la nation», les investissements nécessaires à son acheminement «restent très conséquents». Lors de sa création, rappelle Raymond Lannuzel, la communauté urbaine s'est fixée deux grands objectifs. Harmoniser les tarifs de l'eau et de l'assainissement entre les 24 communes, «ce qui est chose faite pour 2006». Entre 2001 et 2006, «5% des usagers ont vu leur facture augmenter plus que l'inflation, pour 60% l'augmentation a été inférieure au taux d'inflation, 35% ont vu leur facture diminuer». Harmoniser, ensuite, le niveau et la qualité du service rendu. Aujourd'hui, les délais d'intervention, les réponses aux courriers, les heures de rendez-vous, les informations portées sur la facture et la qualité de l'eau sont les mêmes pour tous. Enfin, souligne l' élu «nous avons mis en place une commission de consultation des usagers où siègent les principales organisations de consommateurs».

Couëron

Refuser l'intégrisme écologique

Alors que la majorité du Conseil municipal de Couëron l'a approuvée, les élus communistes se sont prononcés contre la modification de l'espace Natura 2000 proposée par l'Etat. Une modification extorquée à la va vite, en contradiction complète avec les délibérations votées sur ce sujet en 2002. Ce qui peut apparaître comme du détail pour certains, représente pour nous «des contraintes très fortes qui nous inquiètent pour l'avenir» a affirmé Christian PELLOQUET. A y regarder de près, a précisé le Président du groupe, «la nouvelle proposition pose la question du devenir des zones économiques locales comme la zone du Port Launay, la zone de la Navale, l'espace complet de l'île d'Indret, l'ensemble de la Loire qui deviennent de véritables îlots au sein de Natura 2000». Les élus communistes, a-t-il poursuivi, n'acceptent pas cet «intégrisme soi-disant écologique» qui, si on laissait faire, stopperait toute l'activité économique quand notre pays a besoin de développement et d'emplois. D'ailleurs, relève-t-il, quoi qu'en dise les nouvelles réglementations, «à terme, ces espaces devront être entretenus et aménagés, ne serait-ce que pour les activités de loisirs, puisque contigus à la zone urbanisée».

Pays de la Loire

Rien à voir avec la droite !

Les élus de Loire-Atlantique de la majorité régionale ont donné une conférence de presse et fait le point après deux ans de mandat. S'exprimant au nom des communistes, Gilles BONTEMPS a insisté sur la politique de «rupture» avec la droite



menée depuis 2004. C'est ainsi que tirant profit de la croissance régionale, la gauche a augmenté la Taxe Professionnelle qui n'avait pas bougé depuis 1998 (!) et le foncier bâti ce qui a permis de dégager 30 millions d'euros supplémentaires pour répondre aux besoins des habitants. Un effort sans précédent a été consenti pour les infrastructures et le matériel ferroviaire qu'illustrent la réouverture annoncée de la ligne Nantes / Châteaubriant et les nouveaux tarifs mis

en place pour les personnes qui recherchent un emploi. Le vice président du Conseil régional a dénoncé le laxisme de l'Etat qui ne respectera aucun des engagements pris dans le plan Etat Région qui se termine à la fin de l'année. Le Conseiller régional, a répété l'attachement des élus de son groupe à la démocratie participative telle qu'elle a commencé à être mise en œuvre lors des Assises de l'an passé auxquelles plus de 4000 personnes ont participé. Il a vivement souhaité que l'échange et le dialogue, la prise en commun des décisions se poursuivent tout au long du mandat

Saint Malo de Guersac

Ciné Malouine : proximité, qualité, exclusivité

Ciné Malouine, la salle de cinéma de Saint Malo, existe depuis une soixantaine d'années «grâce à une équipe de bénévoles qui ne ménage pas sa peine» souligne le Maire. Il y a eu des subventions régionale, départementale, municipale, il y a eu des artisans pour effectuer certains travaux qui, pour des raisons de sécurité, ne pouvaient être réalisés que par

des professionnels, il y a surtout eu des bénévoles «qui ont travaillé jour et nuit pendant plus d'un mois» pour rénover la salle «du sol au plafond» insiste Roger DAVID, fier du résultat obtenu. Ciné Malouine n'a plus rien à envier aux multiplexes de Saint-Nazaire.



Fauteuils confortables, son numérique, grand écran (offert par le Crédit Mutuel) et films projetés en première exclusivité. «Il n'y a pas beaucoup de villes de 3200 habitants qui ont, aujourd'hui, un tel équipement classé art et essai» remarque l' élu. Bénéficiant d'une subvention de fonctionnement votée chaque année par le Conseil municipal, Ciné Malouine propose un prix d'entrée attractif (5 euros) et les 150 fauteuils sont pratiquement tous occupés à chaque séance.

Personnes âgées

3000 demandes de lits médicalisés en attente

L'Etat a modifié les conditions de prises en charge médicalisées des personnes âgées. En Loire-Atlantique, 150 prises en charge ont été autorisées en 2006 contre 30 seulement l'an passé. Une trop petite amélioration pour Jean-Louis LE CORRE qui souligne qu'au Conseil général, 3000 demandes de lits médicalisés sont en attente et que les besoins grandissent avec l'allongement de l'espérance de vie.

PRENONS NOTE...

Tous palestiniens !

Le Conseil des ministres européen des Affaires étrangères vient de prendre une décision politique grave : il a décidé de suspendre une partie importante de son aide financière au peuple palestinien.

Plan social déguisé

Reconfigurer la CNAM, sa mission, son organisation, ses effectifs, pour la mettre en phase avec la réforme DOUSTE-BLAZY : tel est l'objectif poursuivi par la direction de la CNAM. A la clé : réduire ses dépenses de 200 millions d'euros. Inquiétantes perspectives pour les personnels et les assurés.

Cri d'alarme

Une fois encore, la CGT s'insurge de la surpopulation à la prison de Nantes ; autour de 395 détenus pour 291 places.

Total : 1 580 550 emplois

Si on augmente de 10% l'impôt sur les sociétés, si on double l'impôt de Bourse et l'ISF, si on augmente le produit de l'impôt sur le revenu, si on annule certaines mesures fiscales dérogatoires.

Retraite contre embauche

Il est urgent de créer des procédures de négociation obligatoire, dans les entreprises comme la fonction publique, sur le remplacement des départs à la retraite contre embauche, ce qui représente un potentiel de 500 000 emplois libérés par an jusqu'en 2015.

Immigration choisie

Le projet de loi de SARKOZY sur l'immigration sera examiné à l'Assemblée nationale le 2 mai. Ce texte vise à privilégier une immigration « choisie » et non plus « subie » et instaure un durcissement des règles d'entrée et de séjour des étrangers en France.

Dans les moindres détails

La circulaire ministérielle du 21/02/06, adressée aux Préfets et procureurs, explique dans les moindres détails les modalités d'interpellation des personnes sans titre de séjour. Elle mentionne des lieux où peuvent être effectuées les interpellations. Il s'agit par exemple des hôpitaux, blocs opératoires, ambulances, sièges d'association....

Plus vivre à l'essai

"DE BATTRE LE PAVÉ MON COEUR S'EST RELANCÉ"



RESTONS VIGILANTS !

Taux de chômage chez les jeunes : 22,2 %, contre 9,5 % pour l'ensemble de la population. Pour les jeunes sans qualification ce taux atteint 40 %. Même pour ceux qui accèdent à l'emploi l'immense majorité d'entre eux n'est embauché qu'en CDD, intérim ou stage (70 % des embauches et hors intérim sont réalisés sous CDD).

Systeme répressif

Réunis dans la même lutte contre la précarité, les intermittents, les lycéens et les étudiants l'ont également été face à la violence policière.

Le 30 mars, nous avons occupé la DRAC, pour obtenir que le Ministre de la Culture tienne ses engagements et saisisse le Parlement pour une loi protégeant les professionnels du spectacle.

Nous avons été délogés avec une incroyable brutalité, ainsi que des lycéens et étudiants venus nous soutenir. Un salarié de la DRAC et moi-même avons signifié aux quarante policiers portant casques, boucliers et matraques que notre groupe de vingt-cinq personnes n'opposerait aucune résistance. La réaction policière ne s'est pas faite attendre : nous avons été poussés violemment, les personnes assises sur les marches de l'escalier bousculées jusqu'à les faire tomber, tirés par les cheveux, matraqués au sol, alors que nous scandions doucement « lycéens, étudiants, intermittents, non violents ! ». Plusieurs d'entre nous, ainsi qu'un journaliste de M6, ont été blessés et ont décidé de porter plainte auprès du Procureur de la République.

A l'évidence, la volonté était de nous soumettre et de montrer aux jeunes qu'ils doivent renoncer à lutter et à s'unir. La donne de notre évacuation a été bien différente des évacuations habituelles. Aucun élément ne pouvait justifier le recours à la force, il s'agissait bien d'une violence policière volontaire, totalement inutile et disproportionnée. Très certainement ulcérés par les nombreuses opérations de blocages du jour, les policiers ont perdu leur sang froid, continuant à frapper malgré nos protestations et l'ordre de cesser d'un de leurs supérieurs.

Il convient plus que jamais d'être vigilants quant à ces dérives visant seulement à criminaliser le mouvement social et de les dénoncer aussitôt comme atteinte à la personne et à la loi.



Précarité

Travail morcelé

Agent d'accueil à l'Assedic, je suis le témoin de cette dérive de l'emploi, non seulement par l'explosion du travail précaire mais également de celui de l'emploi à temps partiel. Il n'est pas rare de voir des salariés (des femmes en particulier) avoir 3 employeurs différents pour ne gagner au total qu'à peine l'équivalent d'un SMIC.

Le rôle de l'Assurance Chômage dans cette situation est aujourd'hui pervers. Loin de sortir les salariés de la

précarité, les réglementations et actions de l'Assedic contribuent au contraire à les y maintenir. Deux exemples : la convention de 2005 crée une « double peine » pour les salariés dont l'activité professionnelle est par nature saisonnière (hôtellerie par exemple). Non seulement leur taux est ramené à la proportion de la durée d'activité sur un an mais en plus au bout de 3 ans d'indemnisation celle-ci n'aura lieu que pendant les périodes durant lesquelles habituellement il travaillait. Les prétendus « métiers en tension » (estimés à 300 000

Politique libérale



« Tram caillassé à Bellevue, voitures brûlées au Breil, poubelles enflammées à Malakoff... avec le CPE, les tensions ressurgissent dans les quartiers populaires de Nantes » : annonce la presse locale. Provocations de jeunes, contrôle de papiers musclé ou expression du mal être...

Après les élections 2002, nous avions dit que la première des insécurités était l'instabilité dans la situation au travail, l'insécurité sociale. En novembre 2005, la seule réponse aux événements dans les quartiers fut de décréter l'état d'urgence, alors que le cœur de la solution était de répondre à l'urgence sociale. Avril 2006, les tensions semblent

être toujours là et la seule réponse est le recyclage des contrats précaires existants. Depuis 20 ans, toutes les dérogations, dérèglementations, facilités obtenues pour les employeurs n'ont pas enrayer le chômage. Elles ont par contre généré un niveau de précarité qui est devenu insupportable. Cette logique politique qui sous-tend la création d'une batterie de contrats précaires, de contrats « aidés » est la même que celle qui prône les radiations de chômeurs. La multiplication des CDD désormais renforcée par les CNE, les temps partiels, les petits boulots ou les salaires squelettiques font basculer des milliers de personnes dans des drames quotidiens.

Aberration

La réduction du coût du travail pour augmenter la rentabilité du capital est contre-productive. Ainsi, les exonérations des cotisations sociales des entreprises sur les bas salaires représentent 20 milliards d'euros par an, pour une création d'emplois estimée à 40000 emplois. Ce qui fait un coût mensuel de 5000 euros par emploi.

emplois non pourvus) sont en grande partie des métiers non seulement aux conditions de travail difficiles mais également mal rétribués et beaucoup

d'entre eux sont aussi des métiers par nature précaires (tourisme, hôtellerie, métiers agricoles).

S. GUILLOU

Vie éclatée

La précarité est un véritable fléau. La précarité peut toucher tout le monde : la jeunesse, les salariés, les retraités. Certes, nous avons réussi à faire reculer le gouvernement sur le CPE, c'est une vraie et grande victoire. Mais la précarité est toujours là, dans le logement, la santé, l'emploi. Nous ne réglerons pas cette injustice à coup de contrats aidés, de baisse de charges pour le patronat mais par des parcours professionnels sécurisés, où la formation tout au long de la vie est un droit, un droit pour tous. Je pense que nous ne pouvons pas combattre efficacement et réellement la précarité si nous ne nous attaquons pas à la source du problème : le capitalisme.

A. BOURDEAU